**BEN AYED Choukri. *Le nouvel ordre éducatif local.
Mixité, disparités, luttes locales***

Paris : PUF, 2009, 169 p.

João Barroso

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rfp/4453>

DOI : 10.4000/rfp.4453

ISSN : 2105-2913

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2010

Pagination : 145-146

ISBN : 978-2-7342-1187-7

ISSN : 0556-7807

Référence électronique

João BARROSO, « BEN AYED Choukri. *Le nouvel ordre éducatif local. Mixité, disparités, luttes locales* », *Revue française de pédagogie* [En ligne], 171 | avril-juin 2010, mis en ligne le 01 juin 2010, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rfp/4453> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rfp.4453>

NOTES CRITIQUES

BEN AYED Choukri. *Le nouvel ordre éducatif local. Mixité, disparités, luttes locales*. Paris : PUF, 2009, 169 p.

L'espace local constitue, à partir des années quatre-vingt, en particulier dans les pays de tradition centraliste, comme la France ou le Portugal (pays d'où écrit l'auteur de ces lignes), un lieu « mythique », censé être régénérateur des politiques publiques de l'éducation. Dans ce contexte, la référence au local et à son importance est utilisée pour justifier les initiatives les plus diverses (et parfois très opposées), comme la territorialisation et la décentralisation éducatives, la modernisation de l'administration publique, la mobilisation des structures communautaires, la démocratie participative, l'autonomie des établissements, la création de quasi-marchés éducatifs, la privatisation du service public de l'éducation. Le local est envisagé, dans le même temps, comme un lieu d'application, de participation, d'interdépendance et de concurrence, dans la confrontation de logiques aussi distinctes que celles qui veulent préserver le rôle et l'action de l'État, même en ayant recours à la territorialisation, et celles qui veulent les réduire, dans une perspective néolibérale.

Le constat de ce phénomène de spatialisation croissante des politiques éducatives est à l'origine du travail de Choukri Ben Ayed qui nous propose une réflexion, soutenue empiriquement, sur ce qu'il désigne comme l'émergence en France d'un « nouvel ordre éducatif local » dans le cadre du déclin du paradigme républicain. Considérant l'espace local comme « un cadre privilégié pour appréhender les tensions sociétales, les nouvelles formes de conflictualité sociale et les recompositions idéologiques de la sphère éducative » (p. 20), l'auteur se propose d'analyser la tension entre la question sociale et la question locale, en se fixant l'objectif de mettre en évidence les « capacités correctrices et régulatrices de l'action éducative locale ». Pour ce faire il adopte une perspective méthodologique qui éloigne les risques d'autonomisation et d'essentialisation des approches locales, ou qui réduit le local à un simple terrain d'enquête. L'ouvrage est organisé en cinq chapitres (auxquels s'ajoutent l'introduction et la conclusion).

Dans le premier sont analysées les conditions d'émergence de la spatialisation des problèmes éducatifs au sein

des politiques éducatives françaises, ce qui conduit l'auteur à mettre en évidence, à l'encontre de « la vulgate consensuelle inhérente aux rhétoriques territoriales », que le local est un lieu conflictuel traversé par la question sociale et par les contradictions dont il est porteur.

Le deuxième chapitre est consacré à la question de la mixité sociale à l'école pour analyser la façon dont ce problème est construit au sein de l'espace politique et scientifique. À partir de l'analyse de la littérature institutionnelle et des rares travaux de recherche consacrés à ce thème en France, l'auteur dénonce « les fausses évidences de la mixité sociale » qui ne prennent pas en compte la complexité des articulations entre « ségrégations scolaires et disparités territoriales d'éducation ».

Dans les chapitres suivants sont présentés les résultats de différentes recherches menées par l'auteur (ou avec sa participation) dans lesquelles l'espace scolaire est envisagé comme « un sous-espace de l'espace social ». Plus particulièrement, le chapitre 3 présente une étude sur les disparités territoriales et les inégalités sociospatiales d'éducation. Les analyses statistiques et les monographies réalisées ont mis en évidence les liens entre « morphologies sociorésidentielles, densité des offres scolaires, intensité des logiques de concurrence, développement des phénomènes ségrégatifs et parcours scolaires » (p. 154). À partir de la monographie effectuée sur le département de la Loire, l'auteur montre aussi l'importance des normes sociales et culturelles et du poids de l'histoire sociale pour rendre compte des performances éducatives dans ce territoire.

Le chapitre 4 est centré sur la question des mobilisations locales dans le champ scolaire et dans le champ associatif. Dans le premier cas, l'auteur présente les résultats d'une enquête effectuée sur une école d'un quartier défavorisé d'une commune de la périphérie de Saint-Étienne. Dans le deuxième, il présente une monographie sur un collectif associatif d'éducation populaire dans la ville d'Orange. À partir de la comparaison entre ces deux formes de mobilisations éducatives localement situées, l'auteur analyse le processus de recomposition de la question éducative dans les espaces urbains en crise. Ce processus donne lieu à la construction d'un nouvel ordre politique aux marges de l'institution scolaire qui se

traduit, dans le premier cas, par la tentative des acteurs de « déscolariser l'action scolaire » et, dans le deuxième cas, de « scolariser l'action sociale ».

Le chapitre 5 est consacré à la décentralisation éducative et mobilise surtout les résultats d'une monographie de la région Rhône-Alpes effectuée dans le cadre d'une recherche sur la spécificité de la décentralisation éducative en France. Les résultats de cette recherche montrent que la décentralisation éducative, au contraire des arguments optimistes de ses promoteurs, crée un espace de conflits et de controverses qui, comme le dit l'auteur, « au lieu d'être une solution constitue avant tout un problème » (p. 156).

Comme le montre cette brève présentation, le livre de Choukri Ben Ayed constitue une contribution très significative et originale pour l'étude et la compréhension des politiques publiques de territorialisation de l'éducation et des rapports entre l'espace scolaire et l'espace social. De cette contribution je relève surtout trois dimensions : épistémologique, méthodologique et politique. Du point de vue épistémologique, l'approche utilisée par l'auteur valorise le besoin d'introduire dans la sociologie de l'éducation la question urbaine (dans le sens donné par certains auteurs de « sociologie urbaine de l'éducation »), ce qui permet en retour d'introduire une perspective critique dans l'analyse spatiale de l'éducation. Cette perspective vise non seulement à décrire, mais surtout à expliquer et interpréter le local comme « un local conflictuel traversé par la question sociale et par les contradictions dont il est porteur » (p. 24). C'est dans ce sens que Ben Ayed parle de « l'émergence d'un nouveau paradigme » dans la sociologie de l'éducation, articulé autour de la question locale, ou, pour mieux dire, autour de la tension entre « question sociale » et « question locale ».

Du point de vue méthodologique, les recherches empiriques mobilisées dans cet ouvrage constituent un exemple très consistant de l'introduction des éléments de contextualisation dans l'analyse des problèmes éducatifs, multipliant « les angles d'analyse, les focales et les points de vue à partir d'une pluralité d'objets », combinant « processus et échelles d'analyse ». Cette « sociologie située » fait appel, comme le souligne l'auteur, à une méthodologie centrée sur les dynamiques, les systèmes de relations entre acteurs (relations de concurrence, de conflit ou de coopération), la production d'outils institutionnels ou encore la dimension ségrégative des processus sociaux. C'est dans ce contexte que les travaux monographiques mobilisés prennent toute leur pertinence heuristique, en articulant les niveaux macro et micro, la dimension sociale (d'après une perspective conflictuelle et critique des rapports sociaux) et la dimension locale (sensible à la

complexité des recompositions territoriales), les intentions affichées par les promoteurs des politiques et les logiques d'interprétation des acteurs concernés.

Du point de vue politique, l'ouvrage interpelle la rhétorique territoriale sous-jacente à plusieurs initiatives dans le domaine de la décentralisation éducative et de l'autonomie des établissements, mettant en évidence les décalages entre les objectifs établis et les réalisations concrètes. À partir des différents champs de recherche qui sont présentés, nous pouvons identifier plusieurs facteurs qui expliquent cette divergence, comme par exemple le passage d'un « régionalisme fonctionnel » fortement administré par l'État à un « régionalisme politique » qui érige le territoire lui-même en finalité ; la conflictualité des rapports entre les différents acteurs locaux ; l'instrumentalisation du local par le pouvoir politique ; la recomposition de la question éducative par les pratiques volontaristes des enseignants « militants » et des « bénévoles », etc.

C'est cette dimension politique qui est au centre des questions posées par le titre de l'ouvrage : le « nouvel ordre éducatif local ». Mais, au contraire de ce qui est dit dans le titre et de ce qui était proposé comme hypothèse initiale par l'auteur, je pense que nous n'assistons pas à l'émergence d'un « nouvel ordre éducatif local ». La possibilité d'un « ordre éducatif local » est, elle aussi, le fruit d'un imaginaire qui voit dans l'espace local un lieu harmonieux, unitaire, rédempteur du social et producteur de consensus. Or toutes les recherches mobilisées dans cet ouvrage illustrent bien l'impossibilité de cet « ordre local ». Comme l'auteur l'affirme dans les dernières lignes de son livre : « L'espace local n'est en effet pas porteur d'un corps de doctrines politiques suffisamment unificateur. Loin des présupposés politiques qui le considèrent comme lieu de consensus, il est au contraire celui de la controverse et de l'expression des nouvelles luttes éducatives et sociales. » (p. 150)

Nous sommes, sans aucune doute, face à l'émergence d'un « nouvel ordre éducatif », oui, mais qui n'est pas uniquement global, central ou local. En revanche, ce qui fait sa nouveauté, c'est qu'il se configure dans un processus multiniveau et multirégulé, caractérisé par une combinaison de différents « ordres » et référentiels. L'intérêt majeur de ce livre est de décrire et d'interpréter, à partir d'un point de vue construit « d'en bas », la complexité et la diversité du rôle de l'espace local dans ce processus.

João Barroso
Instituto de educação, université de Lisbonne, Portugal